

«MPA»

BP:12121 Yaoundé  
Tél.: (237) 22 09 96 26  
E-mail: mpa@yourvida.com



«APM»

PO: BOX 12121 Yaoundé  
Tél.: (237) 22 09 96 26  
E-mail: mpa@yourvida.com

**Fraternité-Engagement-Panafricanisme**

## **PROGRAMME POLITIQUE**

Le MPA est destiné à promouvoir les valeurs socialistes et républicaines, donc la liberté d'expression, de conscience et d'entreprise, à promouvoir l'égalité de tous les citoyens devant la loi, à favoriser leur prospérité. Pour rendre possible la réalisation de ces valeurs, le MPA entend une fois au pouvoir, reformer dans son ensemble toutes les institutions républicaines. Cette réforme des institutions ne saurait être le seul apanage du MPA, mais une préoccupation de tous. Ainsi, le MPA compte organiser des conférences institutionnelles pour asseoir une réflexion nationale. Cette invitation à la réforme devrait permettre de revoir le fonctionnement des différentes institutions existantes de la république et évaluer de la nécessité de la continuité ou non. Bref réfléchir sur la qualité des institutions valables pour la prospérité nationale. Des conférences suivantes seront convoquées :

- Une conférence pour la révision de la constitution
- Une conférence pour l'édification d'un système de santé
- une conférence pour la réforme du système éducatif
- Une conférence pour la réforme du système judiciaire
- Une réforme pour l'économie nationale

Beaucoup d'autres conférences seront organisées pour assainir l'espace de vie des citoyens.

Par ailleurs, le MPA compte exercer son pouvoir pour un mandat de soixante (60) mois.

Mandat au cours duquel le MPA organisera des referenda

\* Référendum pour l'adoption d'une nouvelle constitution

\* Référendum

Dans l'optique de la réforme sanitaire, le MPA reste favorable à l'accès pour tous aux meilleurs soins. La redevance audio visuelle sera transférée à un fonds de soutien sanitaire aux populations.

La télévision nationale sera privatisée de même que la presse écrite. Seule la radio nationale restera dans le giron de l'état.

Le MPA mettra à la retraite tous les agents de l'état à la limite d'âge quel que soit leur fonction ou grande, militaires et civiles.

Le MPA annulera tous les décrets antérieurs des baisses successives des salaires et la l'augmentation signé par le précédent.

Le MPA compte promouvoir le bilinguisme en prônant l'apprentissage des langues officielles (français et anglais) à tous les enfants de moins de 5 ans. Cette classe de langue viendra tout juste après les classes de maternelles

Un recensement général de la population sera organisé.

Afin de lutter contre le tribalisme, le MPA est favorable à la dissolution de tous les partis politiques sans distinction, et la création d'un nombre limité de partis financés par l'Etat et 70% par les adhérents.

Au sujet du culte de la méritocratie, le MPA est favorable à 40% méritocratie nationale,

60 % équilibre régional. Ceci n'est valable que pour les domaines spécifiés longtemps à l'avance.

Le MPA ambitionne aussi assurer une protection aux camerounais résidents à l'étranger.

Le MPA compte former une équipe bien réduite des technocrates pour assurer les fonctions supérieures de l'Etat.

Le MPA engagera immédiatement une lutte acharnée contre les fléaux tels, la corruption, l'enrichissement illicite, le tribalisme, le piratage d'œuvre et les autres;

Le MPA créera des académies

\* de sciences pour détecter les enfants génies et les former pour les recherches scientifiques au profit de l'espèce humaine, de la nation et du peuple

\* de sport pour détecter et former des jeunes talents nationaux afin de vendre la gloire du Cameroun.

\* Militaire pour mettre en place des germes d'une armée futuriste et de développement. LE Mouvement Patriotique Africain (MPA), tout en affichant sa virginité dans l'échiquier politique, sa compétence et sa probité éthique, entendant **servir le peuple au lieu de se servir, place l'homme au centre de ses préoccupations**. Le MPA, pour remédier à la crise multiforme qui mine le Cameroun observe que, *de l'aveu même du gouvernement* :

#### A – Sur le plan local

- 1) L'Etat s'est considérablement affaibli, faute de volonté. Volonté d'appliquer les lois et règlements de la République dont il est garant, sans compter l'incohérence de ceux-ci. Jugez-en : quatre organes (Cour Suprême, Minatd, Onel, Elecarn) pour gérer les élections, des lois dont les articles s'autodétruisent et, coiffant le tout, deux Constitutions. Volonté, au profit d'une oligarchie, de prendre des mesures

économiques qui assureraient à chaque citoyen si ce n'est le bien-être au moins une vie décente.

- 2) La tribalisation à outrance dans le comportement de notre gouvernement a exacerbé le repli identitaire de nos compatriotes, menaçant l'intégration nationale ;
- 3) L'insécurité et le grand banditisme sont en constante progression ;
- 4) Le désordre dans nos villes et l'occupation anarchique des espaces dans tout le pays sont indescriptibles;
- 5) L'insouciance de notre gouvernement face aux problèmes écologiques et à la destruction de notre environnement inquiète ; on en veut pour preuve la déforestation et le déboisement sauvages sans aucune sylviculture ainsi que la pollution accélérée de nos terres et de notre hydrographie ;
- 6) Le secteur primaire nous déçoit : l'agriculture complètement inorganisée, sans assolement, sans aucun avenir de mécanisation ni d'automatisation, sans aucun plan d'industrialisation, tourne essentiellement avec des produits de rente ; nos minerais sont sous-exploités ou bradés aux consortiums étrangers;
- 7) Le secteur secondaire facteur de développement, représente un taux de 15,6% du PIB, autant dire nul, si nous y retranchons nos activités pétrolières et gazières ; la carence énergétique ajoutée aux coupures intempestives dont on n'a jamais calculé le coût économique décourage toute initiative dans ce secteur ; les privatisations à tout va ont plongé notre pays dans le gouffre ;
- 8) Le secteur tertiaire, bien qu'affichant un taux de 40,5% du PIB, est le ventre mou de notre économie, non seulement parce qu'il est un secteur fourre-tout, mais aussi parce qu'il comprend les banques et les assurances qui ne sont pas employées à bon escient, notamment à cause de leur frilosité excessive à injecter l'argent nécessaire dans l'économie pour favoriser la relance, à cela s'ajoutent les circuits financiers parallèles incontrôlés et le secteur informel non quantifié qui grouille dans tous les sens ;
- 9) Les difficultés de financement ou le marasme des activités des PMI/PME, poulx de notre économie, s'accroissent ;
- 10) L'exode rural est effréné, notre paysannerie se vidant ainsi de sa main-d'œuvre faute de pouvoir offrir la moindre possibilité de fixation des nouvelles générations ;
- 11) Le manque d'infrastructures en général, routières en particulier, donc l'enclavement (70% du territoire national selon la Banque mondiale) de nos campagnes, sans oublier les nombreux barrages routiers, sont criards ; le réseau de chemin de fer et les transports en commun périclitent, s'ils n'exposent pas nos vies au danger permanent, comme les taxis et les *bend-skins* qu'il convient d'absorber dans

notre mode de vie en tant que de besoin, mais de discipliner ; les accidents mortels sur nos routes endeuillent nos familles tous les jours ;

- 12) Le chômage bat son plein et frappe durement toute la pyramide des âges en aptitude de travailler ;
- 13) La précarité et son corollaire qui est le désespoir, conduisent bon nombre de nos compatriotes sur le chemin du charlatanisme et des sectes dont certaines sont sujettes à caution ; en 2005, notre indice de développement humain (Idh) était de 0,497, ce qui nous place au 148<sup>e</sup> rang mondial sur 177 ;
- 14) Les salaires sont désespérément bas ; la fonction publique n'a pas connu d'augmentation de soldes depuis belle lurette ; les pensions vieillesse sont payées au petit bonheur la chance ; La corruption et la concussion des agents et commis de l'Etat ont atteint des profondeurs abyssales ;
- 15) L'insuffisance d'établissements primaires, secondaires et de troisième cycle ainsi que d'enseignants est chronique ; la formation n'est pas en adéquation avec les besoins de la nation ; la jeunesse dont tous les 11 février le président BIYA dit à juste titre qu'elle est le fer de lance de la nation, sans toutefois lui offrir la moindre perspective d'espoir, se morfond ;
- 16) Le sport et la culture sont les cadets des soucis du gouvernement ; les loisirs et le tourisme deviennent des rêves irréalisables pour le citoyen ;
- 17) L'insuffisance des centres hospitaliers ou de santé et leurs mauvais équipements, des personnels soignants, des médicaments ainsi que l'absence d'une couverture sociale, transforment nos hôpitaux et nos cliniques en véritables mouiroirs ;
- 18) Les tensions de trésorerie récurrentes de l'Etat faisant accroître la pression fiscale, tous les opérateurs économiques et tous les citoyens s'en plaignent ; les aides extérieures, les financements des plans exogènes de notre relance fondent comme beurre au soleil ; l'endettement, 9000 milliards de FCA, s'avère être le tonneau des Danaïdes ;
- 19) Nous sommes devenus une nation à hauts risques pour les investisseurs étrangers, au moment où l'investissement public a baissé de manière drastique ;
- 20) D'un pays à revenu intermédiaire (Pri) nous nous retrouvons parmi les pays pauvres très endettés (Ppte), tout en y tirant une inexplicable autosatisfaction.

**Force est de constater la déliquescence du Cameroun.** Pour sortir de cette impasse, le MPA articule son programme endogène sur les vingt points relevés ci-dessus. Comment compte-t-elle y parvenir ?

*Le Cameroun est malade de la mauvaise gouvernance. Il lui faut par conséquent de bons médecins au chevet de son lit pour sauver l'avenir de nos enfants.* Il faut au Cameroun, sinon

une nouvelle génération d'hommes, à tout le moins de nouveaux dirigeants, une alternative et non une alternance.

**Beaucoup de ceux qui se sont targué d'être des opposants au régime de tous nos malheurs ont déçu, pour avoir cédé aux sirènes de la mangeoire.** Multipartisme n'est pas synonyme de démocratie. Après 17 ans d'une diarrhée multipartite voulu à dessein pour l'émiettement de l'opposition par une volonté du régime de diviser pour mieux régner, le MPA *est née d'une nécessaire volonté panafricaines*, afin d'apporter au peuple le vrai changement qu'il attend.

***Boutons hors des arcanes du pouvoir tous les prévaricateurs, tous les ennemis de notre nation, tous les félons du peuple et autres apostasiés de l'opposition.***

Nous organiser, organiser nos villes et nos campagnes seront les maîtres mots de le MPA. Tout devient clair et le progrès envisageable avec de bons lois et règlements. La révision des textes régissant notre Etat s'avère donc d'une nécessité impérieuse. La déconcentration sera effective. Mais la peur du gendarme étant le commencement de la sagesse, il sera demandé à tous, le respect scrupuleux de ces textes, sous peine de sanctions sévères.

L'Etat est le premier patron de notre pays. La fonction publique ou para publique servant de locomotive aux autres secteurs, il est important de corriger le mauvais contingentement de leurs effectifs et les recrutements irrationnels des agents, de revenir au profil de carrière avec possibilité de concours internes en abandonnant le profil de fonction, de donner auxdits agents des salaires décents si nous voulons éradiquer la corruption et la concussion.

La régionalisation, réalisée telle que prévue par la Constitution du 18 janvier 1996, avec des collectivités décentralisées aux réels pouvoirs, gérées par les régions, nous aidera considérablement à financer nos projets et à nous développer. Les fonds de l'initiative Ppte peuvent également y contribuer, de même que la réduction du train de vie de l'Etat. De l'avis des experts, 60% du budget de la nation sont détournés d'une manière ou d'une autre. En rationalisant notre gestion et en luttant efficacement contre la corruption et la concussion, nous pouvons récupérer en francs constants 1350 milliards sur un budget de 2250 milliards tel que celui de l'exercice 2007. Il est possible de dégager d'autres ressources ailleurs. Les banques et les assurances, dans le cadre de leur capitalisation, participeront à l'effort de l'expansion, en particulier aux programmes d'intégration de nos campagnes. Le secteur informel aura accès au circuit financier par l'octroi des micros crédits. A terme, cette amélioration des recettes de l'Etat nous permettra de geler l'imposition actuelle et d'appliquer en même temps une justice fiscale.

Nous rétablirons les plans quinquennaux qui inscriront nos grands travaux d'infrastructures, tels que la viabilisation de nos coins retirés ou enclavés, la construction d'un réseau autoroutier, le développement de nos chemins de fer, la construction des ports en eaux

profondes, l'aménagement rationnel de nos aéroports ouvrant d'énormes possibilités à notre tourisme et des débouchés à nos pays voisins, source de revenus considérables. Nous refuserons les privatisations qui ne s'expliqueront pas et privilégierons une économie mixte. Nous réinstituerons tout organe ou toute manifestation de type Fogape, Capme, Crédit agricole et autres comices agro-pastoraux, susceptibles de participer à notre développement.

Même si nos revenus financiers nous le permettront, nous envisagerons, en particulier avec un partenariat en joint venture, une croissance dite déséquilibrée qui privilégiera l'investissement dans des secteurs très limités afin d'exercer des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. C'est ici que nous commencerons à insérer l'essor des PMI/PME en sous-traitance, notamment dans l'exploitation de nos minerais que nous encouragerons et de notre potentiel hydroélectrique, impératif pour notre industrie et en vue de l'exportation aux pays voisins de notre réseau énergétique. Nous promouvrons les activités halieutiques. Nous ferons une réforme agraire en répartissant mieux les terres, en diversifiant, en mécanisant et en automatisant nos exploitations à grandes échelles ; nous améliorerons nos produits de rente quantitativement et qualitativement. Nous stimulerons les élevages de nos bovins et de nos ovins en particulier pour les destiner à la sous-région moins armée que nous dans ce domaine. Avec la participation de nos PMI/PME, nous transformerons nos matières premières dans l'agro-alimentaire et pastorale, les produits de la pêche, les métiers du bois (la menuiserie, l'ébénisterie, la sculpture), la pétrochimie et toutes industries de transformation de nos minerais. Nous reformulerons nos exportations. Nous mettrons l'accent sur l'écologie, l'environnement et la protection de la nature.

Nous adapterons notre système éducatif en conséquence tout en améliorant les acquis existants et doterons nos institutions de laboratoires dignes pour la recherche fondamentale. Nos établissements hospitaliers et de santé ne seront pas en reste, afin que la santé pour tous ne soit plus un vain mot. Nous réformerons notre système de couverture sociale et de pensions vieillesse en mettant sur pied une caisse de sécurité sociale et en modernisant l'actuelle caisse de retraite. Nous nous pencherons sur l'épineux problème d'occupations anarchiques des espaces, de logements sociaux et de l'accès à la propriété, notamment dans les grandes villes.

Comment peut-on comprendre que le pays des Lions Indomptables n'ait pas un stade digne de ce nom ? Nous remédierons à cela et déploierons nos efforts dans les autres disciplines sportives. Nous créerons également un Institut des beaux-arts. Les organes tels que le Conseil économique et social ou la Chambre de commerce joueront pleinement leur rôle, singulièrement dans la formation et la recherche appliquée en créant des institutions et des GIC avec les entreprises.

Ce climat de confiance créera des conditions d'une phase ascendante de notre cycle économique caractérisée par l'augmentation du volume de la production et de la demande

pendant une courte période, qui n'est rien moins que l'expansion. In fine, cette expansion augmentera les revenus de l'Etat, ce qui permettra davantage d'investissement.

Ce cercle vertueux nous fera accéder, non seulement aux 7% de croissance que nous exige l'Onu pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (Omd), mais également à la croissance équilibrée grâce à l'amélioration des agrégats et au respect des grands équilibres (prix, emploi, commerce extérieur, finances publiques, etc.), par l'augmentation de la population active, la qualification de la main-d'œuvre, l'accumulation du capital, les progrès de la division et de l'organisation du travail, le progrès technique et les innovations, étant entendu qu'une croissance de la production implique des modifications structurelles, démographiques, techniques, sectorielles, etc. Notre développement sera ainsi sur les rails, puisque si la croissance est quantitative, le développement quant à lui est un phénomène qualitatif.

### **B- Sur le plan international**

Nous avons perdu toute notre crédibilité, étant devenus des mendiants. La santé de notre économie et un chef charismatique ramènera la confiance et celle-ci, le respect dû à notre rang intrinsèque dans la sous-région.

Par conséquent, les investisseurs reviendront en même temps que nous retrouverons notre place dans les instances internationales. Nous tournerons ainsi la page de la chaise vide.

L'Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud représente 6% des échanges internationaux. Conscients que le Cameroun tout seul ne pèsera pas lourd après l'achèvement de la construction de l'Union européenne, nous encouragerons la dynamique de l'intégration régionale et le panafricanisme dans leurs aspects les plus concrets.

L'aide extérieur nous soutient comme la corde soutient le pendu. Avant l'application des plans d'ajustement structurel, le Cameroun était classé parmi les pays à revenu intermédiaire. Au terme de ces plans, il se retrouve dans les pays pauvres très endettés. Ça donne à réfléchir. Il serait temps de revisiter notre coopération Nord-Sud et Sud-Sud, notamment en profitant de l'ingéniosité et du savoir-faire des Asiatiques, en négociant le transfert des technologies et en favorisant l'investissement étranger dans un nouveau type de coopération dépouillé de tout esprit de pré carré et privilégiant le donnant-donnant.

**Le Président National**

***NDOM Pierre***